

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION SPECIFIQUE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**
58 boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération n°2023/..... du Bureau de la Métropole en date du

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

L'Association **Institut Ecocitoyen pour la Connaissance des Pollutions**
Centre de vie de la Fossette
RD 268
13270 FOS-SUR-MER

représentée par Son Président en exercice, Monsieur Henri WORTHAM

ci-après désignée **« l'association »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de la qualité de l'air.

Le territoire de la MAMP comporte de nombreuses sources atmosphériques de polluants très diversifiés, ce qui provoque une exposition des populations à un mélange complexe de substances dans l'air.

Cette exposition multiple est aujourd'hui très mal connue et pose questionnement auprès de la population et des décideurs.

Afin de faire avancer la connaissance sur la nature de ces multi-expositions, des travaux de recherche ont été menés, par l'IECP avec le soutien de la Métropole AMP, depuis 2020, dans le domaine de la biosurveillance lichénique (sur le vivant).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Afin de poursuivre ces recherches et d'actualiser les connaissances en matière de multi-expositions atmosphériques, la présente subvention vise à développer les méthodes permettant d'attribuer des sources aux expositions mesurées, appliquer la méthode de biosurveillance lichénique au suivi de mesures de réduction des émissions de polluants et construire un indice de vulnérabilité pour les territoires.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2023.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2023 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel de l'action, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.

Le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) de l'action, objet de la présente convention est évalué à 131.260 € répartis comme suit :

- 18.500 € : ADEME
- 42.760 € : Communes (Fos-sur-Mer, Meyreuil, Gardanne)
- 70.000 € : Métropole AMP (sous forme de subvention spécifique).

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 70.000 €.

Cette participation représente 53 % du coût total prévisionnel de l'action.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80 % de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde de 20 %, sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action définie à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153.000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75.000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **le compte rendu financier (Cerfa n° 15059) de l'emploi de la subvention** signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier pris en application de l'article 10 alinéa de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- **les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- **le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association
Institut Ecocitoyen pour la
Connaissance des Pollutions

Pour la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Le Président
Henri WORTHAM

La Présidente
Martine VASSAL

ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Institut Ecocitoyen pour la Connaissance des Pollutions

Budget Prévisionnel de l'Action Année 2023

Exercice 20 23

CHARGES DIRECTES		MONTANT ¹²		RESSOURCES DIRECTES		MONTANT ¹²	
60 - Achats	2520	€		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services		€	
Achats stockés (matières premières, autres)		€		73 - Dotation et produits de tarification		€	
Achats d'études et de prestations de services		€		74 - Subventions d'exploitation (13)	131260	€	
Achats de matériel, équipements et travaux		€		État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		€	
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)		€		ADEME - PROJET EVALVIE	18500	€	
Achats de marchandises	2520	€				€	
Autres achats		€				€	
61 - Services extérieurs	17500	€		Région(s)		€	
Sous-traitance générale	17500	€				€	
Redevances de crédit-bail		€		Département(s)		€	
Locations mobilières et immobilières		€				€	
Charges locatives et de copropriété		€				€	
Entretien et réparations		€				€	
Primes d'assurances		€		TOTAL Métropole Aix Marseille Provence + Territoire(s)	70000	€	
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)		€		Métropole Aix Marseille Provence (Echelon central)	70000	€	
62 - Autres services extérieurs	1375	€		Territoire Marseille-Provence		€	
Personnel extérieur		€		Territoire du Pays d'Aix		€	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		€		Territoire du Pays Salonais		€	
Publicité, information et publications		€		Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile		€	
Transports de biens et transports collectifs du personnel		€		Territoire Istres-Ouest Provence		€	
Déplacements, missions et réceptions	1375	€		Territoire du Pays de Martigues		€	
Frais postaux et de télécommunications		€		Communes	42760	€	
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)		€		Ville de Gardanne / Meyreuil	16500	€	
63 - Impôts et taxes		€		Ville de Fos-sur-Mer	26260	€	
Impôts et taxes sur rémunérations		€		Organismes sociaux (détailler) :		€	
Autres impôts et taxes		€		Fonds européens		€	
64 - Charges de personnel	93800	€		L'agence de services et de paiement		€	
Rémunérations du personnel	60094	€		Autres établissements publics		€	
Charges sociales	33706	€		Aides privées		€	
Autres charges de personnel		€		75 - Autres produits de gestion courante		€	
65 - Autres charges de gestion courante		€		Dont cotisations, dons manuels ou legs		€	
66 - Charges financières		€		76 - Produits financiers		€	
67 - Charges exceptionnelles		€		77 - Produits exceptionnels		€	
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées		€		78 - Reprises sur amortissements provisions		€	
69 - Impôts sur les bénéfices		€		79 - Transfert de charges		€	
CHARGES INDIRECTES				RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES			
Charges fixes de fonctionnement	16065	€				€	
Frais financier		€				€	
Autres		€				€	
TOTAL DES CHARGES	131260	€		TOTAL DES PRODUITS	131260	€	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹⁴							
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		€		87 - Contributions volontaires en nature		€	
Secours en nature		€		Bénévolat	559	€	
Mise à disposition gratuite biens et prestations		€		Prestation en nature		€	
Personnel bénévole	559	€		Dons en nature		€	
TOTAL GENERAL DES CHARGES	131260	€		TOTAL GENERAL DES PRODUITS	131260	€	

Fait à : Fos-sur-Mer

Le 28/09/2022

Signature du Président



Cachet de l'association

**Institut Ecocitoyen
pour la Connaissance des Pollutions**
Centre de Vie La Fossette - RD 268
13270 FOS SUR MER
Tél. 04 90 55 49 94
www.institut-ecocitoyen.fr

¹² Ne pas indiquer les centimes d'euros. ¹³ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs doivent être complétées en indiquant les autres services et collectivités sollicités. ¹⁴ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif à certains renseignements à fournir par les associations et à leur responsabilité d'association en matière de comptabilité et de gestion - leur bilan - et à leur rôle de conseil de gestion.